

Qui a vraiment tué le petit commerce français ?

Article rédigé par *Atlantico*, le 11 novembre 2020

Source [Atlantico] Quatre fédérations de magasins de centre-ville et centres commerciaux demandent au gouvernement d'interdire le "Black Friday" et de restreindre les ventes en ligne "aux seuls produits de première nécessité" pour limiter la concurrence. En effet, ce sont 200.000 magasins qui ont dû fermer leurs portes.

Atlantico.fr : Quatre principales fédérations de commerce de France demandent l'interdiction du Black Friday et alertent sur le danger dans lequel se trouve le petit commerce français alors que cette opération a déjà été interdite avec la loi anti-gaspillage. Les grandes plateformes mondiales et leurs offres représentent-elles la plus grande menace pour le secteur ?

Philippe Moati : Il n'y a pas que les fédérations du petit commerce qui défendent cette interdiction, il y a aussi la grande distribution car eux aussi sont privés de la vente de produits non-essentiels.

Le e-commerce aujourd'hui a une croissance à deux chiffres mais il ne représente que 10 % du chiffre d'affaires du commerce de détail. Il faut remettre cela dans son contexte, nous sommes face à quelque chose d'assez modeste. Mais si l'on est contraint d'aller faire ses emplettes uniquement sur Internet, cela brouille quelque peu le jeu. Sur le plan des enjeux économiques, il faut rester raisonnable. Cependant, sur le plan de l'équité cela pose un problème et notamment sur certains secteurs.

Nous sommes dans une période difficile et la mise en place d'une opération telle que le Black Friday cela peut jeter de l'huile sur le feu. Pour la première fois, nous voyons une union sacrée entre la grande distribution et le petit commerce face au e-commerce qui ne joue pas à armes égales face aux restrictions.

La crise a touché une part substantielle des consommateurs. Nos enquêtes ont d'ailleurs montré que 35% des personnes interrogées appartiennent à un foyer ayant subi une baisse de revenus. La crise a fait des victimes et donc pouvoir profiter du Black Friday pour faire ses cadeaux de Noël aurait pu représenter une opportunité face aux contraintes budgétaires. Il va falloir alors se demander ce que l'on veut, une équité entre les formes de commerce ou priver certains d'une opportunité d'acheter moins cher dans un critère de tension.

Est-ce réellement en interdisant le Black Friday que nous pouvons sauver les petits commerces ? Si non, comment le faire ?

La période que nous vivons est embêtante pour le petit commerce car il est fragile. Les libraires par exemple représentent le secteur qui dégage la plus faible rentabilité. Si cela avait été un secteur comme un autre il aurait quasiment disparu mais il est maintenu à bout de bras par la loi Lang et la passion des libraires. Depuis

l'arrivée de la grande distribution dans les trente glorieuses, le petit commerce s'est effrité. Il était dominant dans l'appareil commercial et il a fini par représenter des niches. Pourtant, aujourd'hui le petit commerce a retrouvé des lettres de noblesse ces dernières années et cette crise peut être l'occasion pour ce secteur de se pencher lui aussi vers le e-commerce.

Avant la crise, les commerces des centres-villes avaient connu de nombreux chocs avec les Gilets jaunes, les attentats, les manifestations de l'année dernière et le premier confinement a été douloureux. En ajouter un deuxième va les fragiliser encore plus et on peut penser que les éléments les plus fragiles vont tomber.

Maintenant, c'est l'affaire du gouvernement d'éviter que certains commerces sains ne tombent suite à la conjoncture. Il y a des mesures d'urgence qui ont été mises en place : des exonérations de charge, le prêt garanti par l'État.... Il y a un arsenal de mesures mais on ne sait pas si cela sera conséquent.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)